

# 2009 ET 2010 : deux années difficiles pour l'économie algérienne

Trois mois après sa généralisation, la crise économique mondiale actuelle révèle de plus en plus clairement son étiologie. On est au moins sûr à présent qu'elle sera longue. Pour une raison simple : elle est mondiale et la solution doit être mondiale. Or, celle-ci peine à s'esquisser et même lorsqu'elle le sera, elle posera de très grandes difficultés pour sa mise en œuvre. Nous assistons pour l'instant à des solutions nationales combinant politique monétaire accommodante et relance budgétaire mais quels effets pourraient avoir ces démarches nationales, ces « batailles nationales » quand la globalisation ne laisse aucune place à des sursauts nationaux de « patriotisme économique ». L'économie moteur qui est celle des USA est bien malade et la lourdeur de sa pathologie ne cessera pas de sitôt de contaminer les autres économies mondiales. Cette économie est déjà en récession mais, plus grave encore, elle traîne une dette publique exorbitante, une industrie en perte de compétitivité, un chômage qui augmente à un rythme insoutenable, un dollar de plus en plus menacé et des économies mondiales qui n'arrivent plus à assurer leur rôle traditionnel de soutien direct ou indirect à cette économie. Le capitalisme entièrement financiarisé est-il seulement guérissable ? Les USA acceptent-ils la thérapie radicale : refonder le capitalisme sur des bases plus entrepreneur-

riales et moins financières et boursières ?

L'enjeu est là et bien là et les agitations du président français très médiatisées n'y pourront rien. Il est sage de se préparer à une assez longue traversée du désert et la récession qui touche déjà plusieurs économies risque de durer. Rétablir la confiance dont a tellement besoin le marché interbancaire ne va pas se faire rapidement et les plans de relance ont un délai de rebond assez long. Ceux qui sont mis en œuvre aujourd'hui dans les pays européens, aux USA et en Asie, pourront, au mieux, atténuer les dégâts. Même les pays émergents sur lesquels reposaient les espoirs d'une atténuation de la récession de l'économie mondiale sont touchés, et la Chine et l'Inde connaissent déjà un ralentissement économique. Un tel contexte, il faut l'admettre, est lourd d'incertitudes et ne permet aucune prévision sérieuse quant aux conséquences que pourrait subir l'économie algérienne et notamment sa principale richesse que sont ses hydrocarbures. Les dernières prévisions de Merry Lynch donnent un prix du baril de 25 dollars pour 2009 ! C'est dire le pessimisme ambiant ! Nous allons donc exporter moins en volume et à des prix faiblement rémunérateurs. Nos recettes d'exportation vont, bien évidemment, s'en ressentir. En fait, notre capacité de financement. Ceux qui, par conséquent, prédisent la crise pour les autres et le calme pour notre économie prennent des risques considérables. Pronostiquer un prix du baril de 60 dollars pour 2009 et affirmer, par exemple, que

notre économie se portera bien jusqu'en 2015, y compris avec l'ensemble des engagements de dépenses publiques pris déjà et à prendre, nous projette dans une aventure bien... aventureuse. Ces prédictors nous affirment même que l'on peut, sans aucun frémissement, maintenir un niveau d'importation de 34 milliards de dollars par an, pendant les cinq années à venir ! Ce sont d'ailleurs ceux-là mêmes qui appelaient à la prévoyance, il y a quelques semaines, et recommandaient un recadrage du programme d'investissements publics, un report de certains projets, une attention particulière au volume trop important des transferts sociaux qui alourdissent le budget de l'Etat. Alors affirmer aujourd'hui que « ça passe » jusqu'en 2015... ?

Il est incontestable que la marge de manœuvre des « policy-makers » algériens est appréciable : une économie désendettée, des réserves de change importantes et gérées convenablement, un fonds de régulation des recettes bien fourni. Mais il faut bien comprendre que pour l'Algérie, l'enjeu de la gestion des effets de la crise économique mondiale actuelle consiste précisément à tout faire pour ne pas perdre cette marge de manœuvre ou en tout cas minimiser sa réduction autant que faire se peut, et ce, pour deux séries de raisons :

1/- Nous ne savons pas quelles seront les modalités de sortie de crise des pays capitalistes développés : quels seront les délais de rebond économique attendu des nouvelles politiques monétaires et des plans de relance qu'ils mettent en œuvre ? Quel sera le degré

« d'agressivité » de leurs « patriotismes économiques ». Mais nous ne connaissons surtout pas les leçons que vont tirer ces pays de la crise mondiale et la place que vont occuper les pays du Sud dans les nouvelles stratégies des pays capitalistes. S'il y a réduction de leur démarche libre échangiste et donc plus grande protection de leurs économies ; s'ils vont réduire leurs investissements à l'étranger ; s'ils vont réduire leurs « aides publiques » et leurs crédits accordés aux pays du Sud...

2/- La seconde raison qui justifie une grande vigilance de la part des décideurs a trait aux défis qui nous attendent. Ils sont nombreux et redoutables et particulièrement trois d'entre eux :

- a/ renouer avec notre ambition industrielle ;
- b/ construire une économie de services ;
- c/ faire émerger une économie fondée sur la connaissance.

Ces trois défis majeurs exigent une intervention de l'Etat, une politique économique active et donc nécessitent des ressources financières, beaucoup de ressources financières.

Plus que jamais, il faut cesser les « tartarinades », instituer au plus haut niveau un comité de veille, travailler aux ajustements nécessaires à la sauvegarde de la marge de manœuvre actuelle et lancer la politique de l'offre qui commence par un programme global de soutien à la PME, un « small business act » que le président de la République a d'ailleurs demandé au ministre de la PME lors de son audition au mois de septembre. A même été fixée à



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

cette occasion l'échéance de fin décembre 2008 pour discuter et adopter ce plan.

Pour résumer, trois opérations semblent utiles à mener rapidement qui aideront l'économie nationale à traverser sans gros dégâts les années 2009 et 2010 :

1- établir l'état des réalisations des deux programmes d'investissements publics inscrits dans les plans de relance I et II ;

2- revisiter la nomenclature de ces investissements en reportant ceux qui ne sont pas stratégiques et qui ne cassent pas la cohérence des programmes. En un mot : étaler dans le temps le programme de relance ;

3- recadrer le programme d'importations dans le sens de son allègement en supprimant les importations non indispensables. Il faut rappeler à ce sujet que c'est en 1974, c'est-à-dire au moment du premier « choc pétrolier » qui a amélioré la position financière du pays, que fut institué le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur pour faire la chasse aux importations superflues.

A. B.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com



## On ne nous dit pas tout !

Algérie. Lendemain d'Aïd. Flambée spectaculaire des cours de ...

Cholestérol et d'acide urique !

Il paraît que le président sortant-rentant va annoncer sa re-candidature en février prochain. L'information est capitale. Mais en même temps, telle qu'elle est donnée, elle contribue à épaissir le terrible suspense autour de cette candidature. Eh oui ! On ne nous dit pas tout, comme le criait Anne Roumanoff ! Je dirais même plus : on nous cache des choses. Et cela, c'est encore plus intolérable ! Ainsi, on ne nous dit pas si l'annonce d'une 3<sup>e</sup> candidature aura lieu début février, fin février ou à la mi-février. Désolé ! Mais c'est loin d'être un point de détail. La période exacte, la date précise, ça compte ! On ne nous dit pas non plus par quel canal se fera cette annonce. Par Canal Algérie ? Par Canal Plus, même si j'en doute fort ? Par le biais biaisé d'une lettre que lirait Ouyahia ou Belkhadem, étant entendu, bien sûr que si c'est Belkhadem qui lit la lettre d'intention et de motivation d'Abdekka, cela voudrait dire qu'un remaniement aura lieu aussitôt les élections closes, l'« empastillé » revenant aux affaires ? Ou tout simplement par le biais en droite ligne d'une courte déclaration faite lors de la visite d'inspection du chantier de la future Grande

Mosquée d'Alger, au moment précis où l'architecte en chef du projet se fait engueuler comme du poisson pourri parce que le minaret proposé n'est pas assez en érection par rapport à l'ensemble de la bâtisse ? On ne nous dit pas non plus si cette annonce, forcément retransmise par les médias très lourds, sera immédiatement suivie de l'hymne national, du Coran ou des deux, auquel cas, dans quel ordre ? L'hymne d'abord ou le Saint Livre ? On ne nous dit pas également si le jour de février choisi pour annoncer la candidature sera consacré fête nationale, comme il est déjà en projet de faire du 12 novembre, date historique du vote par les députés des amendements constitutionnels une journée chômée, mais non payée ? Ces quelques exemples, pris parmi tant d'autres, montrent à l'évidence que l'on ne nous dit pas tout. Il y a donc encore beaucoup à faire en matière de communication. Mais que l'on se rassure ! Le président sortant-rentant a encore 5 ans pour parfaire ce volet. Et s'il n'y réussit pas en cinq ans, pas grave ! En février 2014, il annoncera sa re-candidature pour un 4<sup>e</sup> mandat, et là, logiquement, il aura cinq autres années pour mieux communiquer. De notre côté, nous aurons aussi le temps, largement le temps, de fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.